

En 1972, deux officiers canadiens exerçaient les fonctions de conseillers auprès des Forces armées de la République populaire de Tanzanie; trois officiers furent adjoints à l'équipe d'instruction militaire des Forces armées canadiennes au Ghana, et deux spécialistes (civils) du Conseil de recherches pour la défense ont été envoyés en Malaisie. Dans le cadre du programme d'instruction militaire au Canada, environ soixante officiers, élèves-officiers et sous-officiers de la Barbade, du Cameroun, de la Corée, du Ghana, de la Jamaïque, du Kenya, de la Malaisie, du Nigéria, de Singapour, de la Tanzanie et de la Zambie ont suivi des cours à divers établissements des Forces canadiennes. La plupart des stagiaires suivaient des cours du Collège d'état-major ou de formation générale d'officier.

Liaison avec la Défense

En plus de détacher un haut fonctionnaire auprès de la direction du Collège de la défense nationale, le Ministère fournit des services consultatifs et une aide administrative au ministère de la Défense nationale dans ses relations extérieures dépassant le cadre du NORAD et de l'OTAN. Cela s'applique notamment aux visites à l'étranger de cadres supérieurs du ministère de la Défense nationale, aux visites navales, aux autorisations de survol et d'atterrissage d'avions militaires canadiens outre-mer, ainsi qu'au périple international qu'entreprend chaque année le Collège de la défense nationale. De même, le Ministère s'est occupé en 1972 des visites au Canada de représentants des divers services des Forces armées d'autres pays.

PLAN FONCTIONNEL

Affaires économiques

Depuis que l'on attribue aux questions économiques un rôle grandissant dans les rapports internationaux, les distinctions coutumières entre les domaines de la «politique» et de «l'économique» se sont estompées. Les politiques étrangères en général, et celle du Canada en particulier, ont un fort contenu économique, et c'est dans ce domaine que les efforts de diversification des relations internationales sont souvent déployés en premier lieu.

Les questions internationales de l'heure reflètent cet état de choses. Tous les pays industrialisés du monde sont aux prises avec la crise monétaire, les conflits d'intérêts dans le domaine commercial et une poussée inflationniste à l'échelle internationale. Leur interdépendance économique accrue a intensifié le besoin de coopération entre ces pays, pour leur permettre non seulement de réaliser une expansion économique stable mais de tenir compte aussi des facteurs environnementaux et d'autres éléments qui influent sur le bien-être national. L'importance économique accrue de nos rapports avec les pays communistes et socialistes saute aux yeux. Nos relations avec les pays en voie de développement se concentrent en large mesure sur le com-

merce, sur l'aide et d'autres facteurs, essentiels au développement, qui doivent forcément entrer en ligne de compte dans la politique du Tiers-monde.

Dans ce milieu international le Canada élabore des politiques économiques dont les ramifications externes et la compatibilité avec nos objectifs de politique étrangère ressortissent au Bureau des affaires économiques et scientifiques du Ministère. Le Bureau collabore étroitement avec d'autres ministères en vue de faire progresser les intérêts économiques du Canada à l'étranger.

Accent sur l'énergie et les ressources

Les questions d'énergie et de ressources sont un sujet de préoccupation dans le monde entier et le Canada a de grands intérêts en jeu dans presque tout ce qui touche la situation énergétique au niveau international. Important exportateur et importateur de pétrole brut, le Canada est aussi grand exportateur de charbon, de gaz et d'uranium, et se trouve sur le point d'exporter des systèmes complets d'énergie nucléaire. Nous poursuivons des entretiens bilatéraux et multilatéraux sur les questions d'énergie avec plusieurs pays étrangers. Pour ce qui est des États-Unis, ces discussions ont porté sur divers sujets: les pipe-lines du nord, la coordination des mesures d'urgence pour le nettoyage des